

LES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES

Composée de 4 représentants du personnel élus sur listes syndicales et de 4 représentants de l'administration, ces CAP siègent pour défendre des collègues en matière d'avancement, de discipline, de réforme. Les commissions siègent en principe à trois niveaux : départemental, régional et central. Aux télécoms, compte tenu des nouvelles structures en place, les CAP ne siègent qu'à deux niveaux : régional et central.

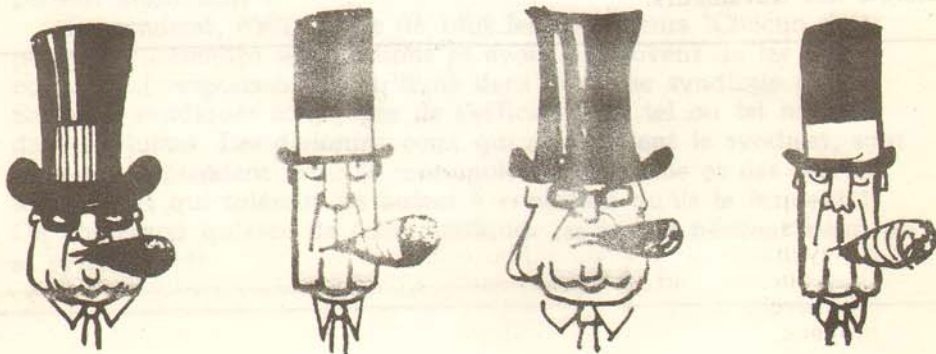
Cette structure de représentativité n'est pas paritaire puisque l'Administration a toujours le poste de président et que celui-ci a voie prépondérante ! Les délégués syndicaux n'ont pas de pouvoir, sinon celui de limiter certains abus de l'Administration, notamment dans le domaine disciplinaire - leurs interventions sont limitées à la défense de quelques collègues.

Autrement dit, le personnel n'a rien à attendre de ces CAP et doit s'organiser pour prendre en charge ses propres problèmes.

Pourtant, ces élections ne nous sont pas indifférentes.

En effet, elles servent pour l'Administration à déterminer la représentativité des syndicats. C'est pourquoi, nous appelons à voter pour la CGT et la CFDT et que nous nous battons pour que les auxiliaires et les salariés (1/3 du personnel) obtiennent le droit de vote).

Les délégués élus ne doivent se prêter à aucune forme de participation dans ces commissions et cautionner par leur vote les décisions de l'administration. Par contre ils doivent assurer la publicité maximum à ce qui se dit dans ces commissions, informer les travailleurs pour que leur propre rapport de force oblige l'administration à reculer chaque fois qu'elle veut frapper et sanctionner.



Prendre le mal à la racine

A la veille d'une récession qui commence à traverser l'ensemble des pays capitalistes en Europe notamment, le sens des luttes d'aujourd'hui dépasse de cadre des entreprises. Que ce soit en Angleterre, en Italie, en Espagne ou en France, non seulement les travailleurs se mobilisent contre l'insécurité de l'emploi, contre la remise en question de leurs acquis, contre la dégradation de leurs conditions d'existence, mais aussi ils remettent en question l'organisation capitaliste elle-même.

Cela se voit clairement dans les luttes qui se mènent depuis plusieurs mois à Lip, Nogueres, Cerisay, Rateau, mais aussi dans d'autres entreprises. d'une manière plus diffuse, c'est l'ordre bourgeois qui est battu en brèche. Rien à voir avec une flambée attisée par des exaltés, au contraire : mille preuves de solidarité concrète, soutenue, soulignent l'écho soulevé par ces esquisses de société nouvelle. Les coordinations, les échanges d'expériences, les alliances qui se sont manifestées au Larsac, à Besançon, montrent bien qu'il ne s'agit pas d'humeur ou de fièvres. «Contre le démantèlement des PTT» ! Ce mot d'ordre pose à tous les travailleurs des PTT celui de l'Etat, de ses modes d'organisation, de son rôle etc... La crise des PTT est aussi celle de tout l'appareil d'Etat bourgeois.

C'est d'une crise profonde, globale, qu'il s'agit. Une crise inégale aussi, difficile à suivre dans son développement qui déconcerte les états-majors adeptes des mécontentements planifiés, ou pourvoyeurs en apaisement programmés à l'avance. Les travailleurs réapprennent aujourd'hui la confiance et l'initiative dans les luttes : on l'a vu à Lip, on le voit aujourd'hui dans les banques. Pas de schéma pur dans le déroulement des luttes, mais des formes d'organisation à trouver, à affiner suivant les entreprises, un sens de la démocratie ouvrière à retrouver en opposition à toutes les magouilles des bureaucrates confirmés ou en herbe...

De plus en plus nettement se dessine la nécessité d'en finir avec les légionnaires en retraite posant au premier ministre, avec les vichistes attardés à la Marcellin. Les têtes de ce régime ne sont que des caricatures : les remaniements n'y feront rien ! S'ils ne cherchent plus à convaincre, ils chercheront à durer. Par tous les moyens. Galley construit chaque jour son armée de guerre civile. Il